HATATBA (TIPASA)

Des victimes d'inondations crient leur désarroi

Plus de quarante familles, vivant dans une situation de précarité absolue, ont été victimes de graves inondations, dans la commune de Hatatba, au lieudit «Al Vanna» sis à 10 kilomètres du chef-lieu de wilaya de Tipasa.

Selon M.Hocine Bouaâraba, le délégué de ces familles, ce sont les dernières intempéries qui furent à l'origine de ces inondations et ont dévasté une agglomération rurale, entre la localité agricole «Safrane» et la ferme «Douaouda Benallel» ; situées à quelques encablures de la ville de Hatatba et composées d'habitats précaires en parpaings et en tôles. Selon le délégué de ces familles, cette agglomération créée depuis 1993 est composée de fellahs transfuges nés de l'exode rural de la wilaya de Aïn Defla, fuyant les hordes terroristes.

Toujours selon ce délégué, cette agglomération rurale vivait paisiblement durant plus de 24 ans, au vu et au su des autorités locales de Hatatba et de la daïra de Koléa ; les enfants de ces citoyens ont été scolarisés et une vie sociale émergeait au creux de cet oued, qui s'est formé par la jonction des confluents de oued Bouroumi et de l'oued Mazafran ; sans se douter que 24 ans après, la nature reprendra ses droits, en dévastant ces 40 constructions précaires en tôles et en balayant tous ces oubliés de la société que le terrorisme a créés face à un redoutable exode rural, une insouciance et l'absence de prise en charge de leur situation par la communauté, car, ils vivaient en marge de la communauté.

RHP, dites-vous, mais des programmes sont prévus pour ce type d'habitat !!

Photo : DR

M. Hocine Bouaâraba nous révèle qu'au lendemain de ces tragiques inondations, ces habitants ont décidé de manifester violemment leur colère en bloquant les accès vers Hatatba, reliant la RN67, et celles allant vers Blida ; on nous révèle, aussi, que plusieurs autorités de la région se sont déplacées, à l'instar du SG de la daïra de Koléa, du chef de daïra et du P/APC de Hatatba, et ont pu dénouer le problème et régler provisoirement le drame de ces 40 familles, en les hébergeant au sein de l'école de proximité, durant ces journées pluvieuses.

L'intervention de la Protection civile n'a pas pu atténuer la douleur et le désarroi de ces familles, qui se retrouvent du jour au lendemain sans logement, sans effets, sans meubles, ni moyens de subsistance.

Le lendemain, on nous apprend que ces familles furent exclues de l'école par la force et installées dans une ancienne cave coloniale , vétuste, dans la localité de Kandouri ne permettant ni confort, ni respect entre hommes et femmes , ni toilettes, ni intimité, affirme M. Hocine Bouaâraba, le délégué de ces familles, qui ajoute que ces gens continuent à se battre, en exigeant leur relogement dans les centaines de logements qui sont construits et prêts à être distribués à des citoyens de la ville de Hatatba.

Houari Larbi

RELIZANE

Guedaïchia dotée d'une antenne administrative

Le territoire de la commune de Guedaichia est globalement accidenté. Elle ne possède pas de terrain communal pour l'implantation de futurs projets. Mais les responsables locaux, à leur tête le président de l'APC, donnent le meilleur d'eux-mêmes pour sortir la commune de l'enclavement et de la misère qui y règne, en faisant une bonne répartition des subventions budgétaires accordées par les pouvoirs publics tout en veillant à la bonne réalisation des projets destinés à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

Dans cette optique, le village Guedaichia, situé à l'extrême nord de la commune, sur les hauteurs d'Oued Djemaa, à quelque 30 kilomètres du chef-lieu de Relizane, vient de bénéficier d'un projet de grande utilité publique qui sortira, à coup sûr, ses habitants de l'ornière. Il s'agit d'une annexe administrative qui a ouvert ses portes au début du mois en cours. Cela va mettre un terme aux déplacements des habitants à Guedaichia, le chef-lieu communal, pour se faire délivrer des pièces administratives d'état civil.

Ce village, signalons le, possède également une polyclinique, une école primaire et un CEM. Il est rappelé que le village de Guedaichia a bénéficié, lui aussi, d'un projet d'une salle de soins ouverte au début du mois en cours. «Le développement passe par les villages», tel est le slogan des autorités locales.

Cette commune, qui a bénéficié de beaucoup de projets d'utilité publique dont certains sont déjà réalisés, assure doucement, mais sûrement son développement.

A. Rahmane

BÉJAÏA

Des lycéens sortent dans la rue

Après une grève de plusieurs jours déclenchée avec le collectif enseignant et l'ensemble des travailleurs en signe de protestation contre l'état de délabrement avancé de leur établissement scolaire rongé par l'amiante, les élèves du lycée technique d'Ihaddaden, au niveau du chef-lieu de wilaya, sont revenus à la charge, hier, à travers une marche et un rassemblement devant le siège de la Direction de l'éducation pour dénoncer «le laxisme» des pouvoirs publics quant à la prise en charge de leurs préoccupations.

En plus du retard observé dans l'opération de désamiantage de l'infrastructure scolaire réalisée au début des années 1980, les lycéens protestataires veulent crier leur colère contre les désagréments provoqués dans leur établissement par les intempéries qu'a subies la wilaya ce mois de janvier. Les apprenants se plaignent entre autres des plafonds endommagés par les infiltrations des eaux pluviales, dont des pans se détachent, exposant au danger la vie de l'ensemble du collectif des enseignants, les travailleurs et les lycéens.

Les manifestants entendant par la même occasion attirer une fois de plus l'attention des responsables de l'éducation et la première autorité de la wilaya de l'éducation sur les risques de maladie que peut provoquer l'amiante sur leur santé. «Plusieurs alertes ont été déjà lancées vainement en direction des pouvoirs publics.

La situation s'est davantage dégradée avec les dernières intempéries qui ont durement affecté notre établissement où il est pratiquement impossible de travailler. Salles de cours inondées, plafonds détachés auxquels s'ajoutent les risques de maladies, dont le cancer que peut provoquer l'amiante sur notre santé» fulminent certains manifestants rencontrés sur les lieux de la protestation. «On signale que trois ou quatre élèves scolarisés dans l'établissement ont perdu la vie ces dernières années et dont l'amiante des murs des classes serait sans doute à l'origine de leurs décès.

Les enseignants, les travailleurs et l'ensemble des lycéens ont fait plusieurs grèves sur l'urgence à prendre en charge ce problème, mais personne ne nous a écoutés à ce jour», ont souligné des lycéens protestataires. Les lycéens réclament que des études sérieuses et fiables soient faites sur les risques de l'amiante des murs des classes sur leur santé.

De son côté, le responsable du secteur de l'éducation dans la wilaya qui intervenait sur les ondes de la radio locale a fait savoir «qu'une visite est programmée dans les prochains jours dans l'établissement avec le wali pour prendre en charge le problème et envisager si possible la construction d'un établissement de remplacement».

A. Kersani

POUR TRAFIC DE CARTES GRISES

6 personnes, dont 4 fonctionnaires, arrêtées à Mostaganem

Trois fonctionnaires de la mairie de Mostaganem, un cadre de la Direction des mines et de l'industrie et deux autres personnes liés à une affaire de faux et usage de faux ont été appréhendés et présentés devant la justice.

Les limiers de la police judiciaire ont déféré devant le procureur de la République prés le tribunal de Mostaganem avant-hier dimanche six personnes âgées de 28 à 55 ans originaires de la wilaya de Mostaganem.

Lors de leur présentation au tribunal des flagrants délits, deux agents exerçant à la mairie ont été placés en détention préventive, le troisième agent de la mairie et l'attaché à la Direction des mines et de l'industrie sont cités à comparaître le jour de l'audience tandis que les autres sont cités comme témoins dans cette affaire.

Les griefs retenus contre eux sont l'association de malfaiteurs, corruption et faux et usage de faux.

Sur la base de renseignements parvenus à la police, trois fonctionnaires de la mairie ont délivré une carte grise d'une personne de sexe féminin décédée depuis l'année 2012 à un individu qui a acheté le véhicule sans procéder aux formalités administratives et ce, avec la complicité d'un cadre de la Direction des mines et de l'énergie qui lui a fourni la fiche technique du véhicule. Les éléments de la police judiciaire ayant eu vent de ce trafic ont diligenté une enquête et ont découvert l'existence de ce faux dossier au service des cartes grises de la mairie qui a amené à identifier les faussaires. Le véhicule a été saisi.

A. B.

Un homme se pend dans son domicile

Un jeune homme a été retrouvé mort dimanche aux environs de 21h, au domicile familial à la cité Chemouma à Mostaganem.

Selon les premiers éléments de l'enquête, la victime se serait suicidée en se pendant à l'aide d'une corde. La victime âgée de 34 ans était salariée au sein d'une entreprise. Une enquête a été ouverte par la police pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

A. B.